

S'adresser au Bureau du Journal
8 à 11 heures du matin et de 1 à 4
du soir.

Rédaction et Administration
URUGUAY 26
(Imprenta Latina)

UNION FRANÇAISE

PETIT JOURNAL DU MATIN

Un mois \$ 1.00 or \$ 1.30 or \$ 1.30
Trois... \$ 3.00 or \$ 3.70 or \$ 4.25
Six... \$ 6.00 or \$ 7.40 or \$ 8.25
Un an... \$ 10.00 or \$ 12.00 or \$ 14.25
Numéro du jour... \$ 0.05
ancien... \$ 0.10
Les abonnements partent des 1er
et 15 de chaque mois

III Année Num. 669-549

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO—Dimanche 23 Juillet 1893

REVUE COMMERCIALE

MARITIME ET FINANCIERE

PUBLIÉE PAR

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DE MONTEVIDEO

Montevideo 22 Juillet 1893.

Avant de clore la session ordinaire, les chambres ont voté le projet de réforme constitutionnelle d'après les prescriptions de l'article 157 de la charte fondamentale. Ce projet consiste à proposer à la XVIII^e législature la modification des articles 154 à 158 conformément aux bases suivantes.

La révision totale ou partielle de la constitution étant déclarée d'intérêt national par l'assemblée générale, cette révision se fera par l'intermédiaire d'une convention nationale constitutionnelle élue par suffrage direct.

Cette convention d'un nombre de membres égal à celui de l'assemblée législative fonctionnera indépendamment de cette assemblée, et son mandat unique et exclusif sera de projeter, discuter et sanctionner les réformes que la Constitution réclame.

Les membres de la Convention devront réunir les mêmes conditions que la Constitution exige pour le mandat de représentant.

Les conventionnels dont les fonctions seront gratuites jouiront des immunités et prérogatives accordées aux membres du pouvoir législatif.

L'élection de la Convention aura lieu trois mois après que sa convocation aura été sanctionnée par l'assemblée, mais elle ne pourra se réunir que six mois après son élection.

Avant de clore la session, les représentants obéissant aux prescriptions de la Constitution ont également fixé le traitement des législateurs pour la prochaine législature, à douze piastres par jour au lieu de quinze. Seulement ces émoluments ne seront pasibles d'aucun escompte. Malgré la réduction, les candidats ne manqueront pas.

Les rentes du Douane dans les exercices 1891-92 1892-93 présentent les chiffres suivants:

| DROITS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION | |
|---------------------------------------|-----------------|
| 1892-93..... | \$ 8.586.690.30 |
| 1891-92..... | \$ 8.577.622.84 |

Différence en faveur 1892-93 \$ 9.067.46

Faisant la part de l'importation et de l'exportation on trouve:

| IMPORTATION | |
|--------------|-----------------|
| 1892-93..... | \$ 7.458.501.48 |
| 1891-92..... | \$ 7.433.161.46 |

Augmentation en 1892-93.. \$ 25.340.02

| EXPORTATION | |
|--------------|-----------------|
| 1891-92..... | \$ 1.144.461.38 |
| 1892-93..... | \$ 1.128.188.82 |

Diminution en 1892-93..... \$ 16.272.56

Cette différence est plus apparente que réelle attendu qu'elle provient du retard dans l'exportation du solde de la campagne de produits. Il reste encore environ 5000 balles de liné à exporter dont les droits grossiront le chiffre de l'exercice actuel d'environ deux cent mille piastres.

D'un autre côté, la diminution qu'on observe depuis deux ans dans l'importation ne répond pas absolument à la réduction de la consommation.

Il faut tenir compte du déficit que cause à l'importation la fabrication de produits similaires par les industries locales. Les distilleries, les brasseries, les fabriques d'allumettes livrent directement à la consommation des produits qui venaient autrefois de l'étranger. On peut en juger par le revenu des impôts de fabriques dont la loi date du 12 février 1891.

| En 1891 dont l'exercice pour l'impôt ne fut que d'un semestre le revenu fut de..... | \$ 90.005.13 |
|---|--------------------|
| En 1891-92 il a été de..... | \$ 201.868.23 |
| En 1892-93 id id..... | \$ 429.302.04 soit |
| Impôt sur l'alcool..... | \$ 280.685.98 |
| « la bière..... | \$ 48.167.30 |
| « sur les allumettes.. | \$ 200.449.36 |

Dans les Départements sur la bière..... \$ 11.103.43

Le 1er Août prochain échoit le coupon d'intérêts de la dette consolidée de l'Uruguay qui, à raison de 312^e, sur le montant de la dette £ 19,268,500 s'élève à \$ 792.417.06.

A la même époque se fera à Londres le service de garantie de chemins de fer, calculé à 185000 \$ soit une économie de \$ 27.891 sur le trimestre précédent qui avait été de \$ 215.391.60. La commission de 1200 sur le coupon étant de \$ 4.933.60 c'est donc à un total de \$ 855.355.66 que s'élève le service de la dette Extérieure pour le sixième trimestre.

L'amortissement de la dette Italienne s'est fait au taux de 93.10 à 95.68. Le montant en circulation des titres de cette dette est de 508.600.

Par l'intermédiaire de la Chambre de commerce Montevideenne le commerce de la capitale a élevé une pétition au gouvernement lui demandant de suspendre la frappe du second million de piastres en monnaie d'argent autorisée par la loi. Les pièces d'argent actuellement en circulation souffrent une dépréciation de 1 à 200 et les deux millions en circulation dans la république suffisent pour le moment comme monnaie d'appoint dans les transactions commerciales.

D'après le bulletin démographique mensuel, la population de Montevideo de son département, selon le recensement de novembre 1889 était de 215.061 habitants.

La population calculée au 1er. Juin 1893 était de 220.517.

Au 1er Juillet d'après l'accroissement végétatif elle est de 221.465.

Les affaires sont à peu près nulles, à part les sucres bruts et raffinés qui offrent quelque intérêt pour les acheteurs, à cause du peu d'existence et de la hausse accentuée sur les marchés de production, les transactions sont toutes de détail et les cours fléchissent pour la plupart des articles. Il n'y a guère de reprise à espérer que vers la seconde quinzaine de septembre.

Par décret du 20 courant et en vertu de la faculté que l'article 81 de la Constitution accorde au président de la république les chambres législatives sont convoquées, en session extraordinaire pour considérer en premier lieu les affaires suivantes:

Budget général des dépenses—lois d'impôts annuels, lois de succession, canal de Lincoy, modifications à l'article 29 de la loi de registre civique permanent.

Etatistique Générale

COMMERCE EXTERIEUR DE L'URUGUAY 1892

La direction de Statistique générale a publié les données du commerce Extérieur de la République correspondant à l'année 1892 en attendant l'annuaire que ce bureau doit publier sous peu:

| | |
|---|---------------|
| En Importation le total est de | \$ 18.401.236 |
| Exportation " " | \$ 25.551.819 |
| Soit un total général de | \$ 43.953.055 |
| En 1891 l'importation avait été de | \$ 18.978.420 |
| Soit une différence en moins en 1892 de | \$ 571.181 |
| L'exportation avait été de | \$ 26.998.270 |
| Soit une différence en moins en 1892 de | \$ 1.016.451 |

Ce déficit dans l'exportation est dû surtout à la baisse de tous les produits, comme il est facile de s'en convaincre par le tableau d'exportation du bétail vivant.

| | 1891 | 1892 |
|---|---------|-----------|
| Bêtes à cornes | 101.213 | 1.407.719 |
| « à laine | 35.685 | 21.352 |
| chevaux et juments | 2.529 | 15.803 |
| mules | 2.821 | 3.811 |
| Comme quantité, l'exportation a augmenté en 1892 comme valeur la différence est sensible. | | |

Le mouvement comparé du commerce extérieur de 1888 à 1892 présente les chiffres suivants:

| | Importation | Exportation | total |
|------|-------------|-------------|------------|
| 1888 | 29.477.418 | 28.608.251 | 57.485.702 |
| 1889 | 31.823.863 | 25.551.107 | 57.375.070 |
| 1890 | 32.361.627 | 29.085.519 | 61.447.146 |
| 1891 | 18.978.420 | 26.998.270 | 45.976.690 |
| 1892 | 18.401.236 | 25.551.819 | 43.953.055 |

Sauf le déficit dans la récolte de 1891 la production nationale s'est maintenue à un niveau à peu près uniforme, mais l'importation a passé brusquement de 30 millions en 1889 à 32 en 1890 pour retomber à près de 19 millions en 1891. Il est bon d'observer, pour expliquer en partie une décroissance aussi rapide que sur ces chiffres de 36 et de 32 millions sont compris plusieurs millions en matériel de chemins de fer, en matériaux pour les industries, en fil de fer pour clôture qui figurent au passif de ces deux années, mais n'en existent pas moins comme capital dans la république.

La part des principaux pays d'Europe dans ce commerce extérieur a été:

| Provenances et destinations | Importation | Exportation |
|-----------------------------|-------------|-------------|
| Angleterre..... | 5.617.479 | 4.479.211 |
| France..... | 2.259.361 | 4.410.379 |
| Allemagne..... | 2.001.625 | 2.046.656 |
| Italie..... | 2.020.652 | 367.955 |
| Espagne..... | 1.771.601 | 421.737 |
| Belgique..... | 835.598 | 3.161.933 |

Le commerce extérieur de l'Uruguay en 1892 comparé avec 1891 accuse les différences qui suivent:

| Provenances | 1892 | 1891 | augmentation 1892 1891 |
|---------------|--------------|--------------|------------------------|
| Angleterre... | \$ 5.617.479 | \$ 5.476.681 | \$ 140.798 |
| France..... | \$ 2.259.361 | \$ 2.175.721 | \$ 83.640 |
| Allemagne... | \$ 2.001.625 | \$ 1.811.437 | \$ 190.188 |
| Italie..... | \$ 2.020.652 | \$ 1.955.851 | \$ 64.801 |
| Espagne... | \$ 1.771.601 | \$ 1.826.141 | \$ -54.540 |
| Belgique... | \$ 835.598 | \$ 731.327 | \$ 104.271 |

En apparence, l'exportation de France en Uruguay a diminué en 1892 de \$ 216.360, mais les chiffres de la statistique ne sont que d'une exactitude relative et c'est le commerce lui-même qui en est cause. En prenant les permis de douane, il se donne que la provenance du navire qui apporte la marchandise, sans déclarer son origine à la case spéciale du permis. Il arrive que des colis de fort cubage partent de nos fabriques Françaises s'embarquant à Anvers ou le fret est meilleur marché et ces marchandises figurent sur la statistique comme étant d'origine Belge ou Allemande.

Il nous faut avouer cependant que grâce à la concurrence des nations rivales qui produisent meilleur marché que nous, le marché pour bien des articles ne nous appartient plus. L'exportation allemande, dans l'Uruguay seulement a triplé en peu d'années, l'Italie gagne également du terrain. L'Espagne nous manque aujourd'hui pour signaler les articles dans lesquels nous ne pouvons plus lutter avec la concurrence étrangère.

Nous le ferons dans le rapport général de fin d'année en insistant une fois de plus sur les causes de notre infériorité commerciale sur le marché de l'Uruguay.

Comme exportation, nous trouvons:

| Destination | 1892 | 1891 | Augmentation 1892 1891 |
|-------------|-----------|-----------|------------------------|
| Angleterre | 4.479.211 | 4.000.780 | 478.431 |
| France | 4.410.379 | 6.281.026 | 1.870.647 |
| Allemagne | 2.006.656 | 1.733.311 | 273.345 |
| Italie | 367.955 | 162.129 | 205.826 |
| Espagne | 421.737 | 226.831 | 194.906 |
| Belgique | 3.161.933 | 3.579.762 | 417.829 |

NAVIGATION

| Entrées et sorties par pavillons | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|--|--------|--|--|--|--|
| Entrée | | | | | 1892 | | | | | sortie | | | | |
| pavillon | voiliers | tonnage | vapeurs | tonnage | voiliers | tonnage | vapeurs | tonnage | | | | | | |
| Angleterre... | 96 | 81.527 | 886 | 510.515 | 57 | 59.749 | 178 | 317.392 | | | | | | |
| France... | 0 | 4.022 | 91 | 200.578 | 6 | 3.033 | 16 | 215.212 | | | | | | |
| Allemagne... | 20 | 10.009 | 127 | 201.009 | 13 | 13.061 | 112 | 189.012 | | | | | | |
| Italie... | 56 | 32.626 | 87 | 167.274 | 22 | 13.810 | 87 | 168.207 | | | | | | |
| Espagne... | 72 | 23.038 | 10 | 17.632 | 49 | 12.761 | 0 | 17.500 | | | | | | |
| Belgique... | — | — | 18 | 31.208 | — | — | 19 | 30.390 | | | | | | |

PRÉTENTION INADMISSIBLE

Une dépêche «Via Galveston» nous a apporté hier la nouvelle d'une prétention, aussi curieuse qu'inadmissible, de nos bons amis les anglais du «Times».

Nous ne saurions dire si la dépêche est véridique ou si il ne faut y voir qu'un nouvel échantillon de ces palmipèdes monstrueux auxquels l'estimable agence nord-américaine nous a habitués depuis déjà plus d'une année.

Co quo nous pouvons affirmer, en revanche, c'est que, pour cette fois, il n'y aurait point trop à s'étonner que la nouvelle fût exacte.

Le «Times» londonien est coutumier de semblables prétentions, et ses sentiments de bienveillance pour la France, qui n'ont pas varié depuis 1870, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les démasquer.

Par bonheur, si le «Times» est resté une grosse affaire commerciale, il y a beau temps qu'il a cessé d'être le porte parole autorisé de l'opinion publique.

Des procès, récents encore, ont prouvé ce que valent la sincérité et la loyauté de cette feuille.

Quoi qu'il en soit, aux termes de la dépêche relatée, l'Angleterre devrait s'arroger le droit d'intervenir dans la question franco-siamoise, et ce serait par un traité avec l'Angleterre que la diplomatie devrait la résoudre!

Si familiarisé que l'on puisse être avec l'infatuation britannique, il est permis de s'étonner qu'elle atteigne des proportions aussi pyramidales.

On comprend, sans doute, que le gouvernement anglais ait vu avec déplaisir le tour que prenait l'affaire de Siam. L'Angleterre a tout intérêt à conserver ce royaume comme tampon entre elle et nous dans ces régions lointaines; ses négociants ne pourraient se résigner que la mort dans l'âme à une prise de possession par la France d'un territoire dont le commerce se fait presque exclusivement par leurs comptoirs et leurs navires.

En résulte-t-il toutefois que l'Angleterre a un droit quelconque à s'interposer dans un conflit suscité par des perfidies et des violences, où le Siam s'est montré aussi peu soucieux des traités signés par lui que des prescriptions formelles du droit des gens?

Puisqu'elle avait si grand intérêt à maintenir le Siam en son indépendance et en son intégralité territoriale, la suggestion eût été de dissuader le roi de Siam de toute tentative imprudente, au lieu d'encourager peut-être des manœuvres qui ne pouvaient avoir que de désastreux résultats.

Aujourd'hui encore, si la diplomatie britannique est sage, elle ne s'inspire pas en conseil lant au Siam l'octroi de satisfactions légitimes, et non en s'immisçant dans la question avec des prétentions intolérables que l'Angleterre pourra fuir quelque chose d'utile pour ses protégés et pour elle-même.

Admettra l'Angleterre à discuter les droits acquis à la France par des traités où cette puissance n'eut en rien jamais à intervenir, tolérer qu'elle s'arroge le droit, de contrôler les satisfactions exigées par la France pour des outrages et pour des emblemes dans lesquelles du sang français a coulé; ce serait une sorte d'abdication de notre dignité nationale à laquelle le gouvernement de la République ne pourra jamais consentir.

Le Siam n'est pas, il ne fut jamais, il ne doit jamais devenir une possession anglaise.

Jamais l'Angleterre n'a exercé sur ce territoire un protectorat reconnu ou simplement déclaré.

Rien n'autorise donc la prétention risquée par le journal anglais.

Nous irons plus loin, et nous croyons que si une proposition d'arbitrage venait à être formulée par le Siam, on ne devrait en aucun cas accepter celle de l'Angleterre, puissance trop intéressée dans la question pour que son verdict ne restât pas suspect de partialité.

Nous conservons la conviction que la grande opinion anglaise et le cabinet Gladstone ne sauraient se prêter aux insinuations du «Times».

Mais si la chose prenait corps, si réellement on croyait pouvoir à Londres s'imposer et manifester des exigences, c'est par une fin de non recevoir absolue que la France aurait le devoir de répondre.

L'opinion serait unanime chez nous, en ce cas pour protester contre cette ingérence, et d'un pôle à l'autre, partout où il y a des Français, des adresses seraient signées pour réclamer du gouvernement français une action énergique contre les Siamois et leurs complices.

La France n'a que trop toléré en Egypte et à Madagascar les intrigues de ses rivaux et de douteux amis.

AU JOUR LE JOUR

NOUVELLES DE FRANCE

Paris, Juin 8.

Vous savez que dimanche prochain, jour du grand prix, monsieur Dupuy doit prononcer un nouveau discours politique à l'Albi.

Qui emportera la coupe dans ce concours vocal qui rappelle celui des «Maîtres chanteurs de Nuremberg»?

Nous ne le saurons guère avant les élections. On fait courir le bruit que le cabinet veut les faire le 20 août. Je ne vois pas trop dans quel intérêt, puisque, une fois la Chambre partie, le gouvernement redevient maître et doit désirer de le rester le plus longtemps possible.

Je crois plutôt à une date moins rapprochée, car la session des conseils généraux a précisément lieu le 21 août et les ballottages ne seront terminés que le 3 septembre.

Les amis de M. Dupuy ne sont pas d'ailleurs à court de manœuvres à l'égard de M. Constans qu'ils accusent de vouloir soutenir les boulangistes contre les radicaux avec un argent dont ils n'indiquent pas l'origine.

La vérité toute simple, — et il ne l'a jamais cachée, — est que M. Constans prépare les élections de ses amis à sa manière; rien de plus légitime pour un chef de parti, et personne ne peut nier que M. Constans l'est aujourd'hui et que c'est son droit de l'être.

Pour en revenir à M. Dupuy, on paraît craindre qu'il ne soit allé à l'Albi par les socialistes de Carmaux qui se bécotaient, sans doute, à crier: «Vive Baudin», comme on l'a déjà fait à Toulouse. Cette manifestation ne peut d'ailleurs que servir le cabinet actuel auprès de la bourgeoisie, de même que son attitude énergique dans la question de la Bourse du Travail.

Le Conseil Municipal, qui rend décidément des points à l'ancien sur le terrain révolutionnaire, s'est solidarisé hier avec les syndicats illégaux qu'il a félicités et encouragés dans leur résistance.

La Droite a, cette fois encore, pris le parti des socialistes. M. Dupuy ne peut donc plus reculer; le vin est tiré, il faut le boire! Cette crânerie lui assure, d'ailleurs, le concours de l'opinion radicale hostile à M. Constans.

La position n'est donc pas si mauvaise. C'est aujourd'hui que l'affaire de Panama revient devant la Cour de Cassation au milieu — on peut le dire — de l'indifférence publique; une pièce qui a été trop jouée, que tout le monde a vue, et qui n'attire plus personne, même en représentation gratuite.

La Cour de cassation a donc une liberté d'agir absolue, que les bruits du dehors ne troubleront pas. La Cour d'Appel ne pourrait en dire autant, et ce n'est pas lui manquer de respect que de dire que les articles de «La Libre Parole» jouaient, un grand rôle dans ses délibérations que les plaidoiries des avocats.

Si la Cour de cassation obéissait aux suggestions de cet ordre, elle annulerait toute la procédure. Les moyens invoqués semblent d'ailleurs décisifs, et l'on assure que le conseiller rapporteur s'y rallie.

Si l'arrêt de la Cour était conforme, il ne resterait plus de cette malheureuse affaire que la condamnation de M. Balthaz; il est vrai que ce serait déjà bien assez joli.

Paris 9 juin.

Le Sénat n'est décidément pas tendre pour le ministère; hier, c'est le ministre de la guerre qui a — passez-moi l'expression — «cédé».

Il s'agissait d'une adjudication de draps de troupe. Qui dit adjudication dit commande faite au plus offrant, c'est à dire, en l'espèce, à celui qui fait payer ses fournitures le meilleur marché.

Or, il n'en a pas été ainsi, le ministre ayant pris le troisième dans l'ordre des soumissions; les deux premiers, naturellement, protestent, mais on leur répond que l'administration a toujours le droit de fixer un prix au-dessous duquel on ne pourra pas descendre et qui lui paraît être la garantie nécessaire d'une bonne fabrication.

Très bien, lui réplique-t-on, il fallait le dire d'abord, on se serait arrangé en conséquence.

— Eh bien! puisque c'est comme cela, s'écrie le ministre, j'annule l'adjudication.

Satisfaction des évincés, mais clameurs des adjudicataires.

Interpellation au Sénat, interpellation à la Chambre.

Le Sénat a prononcé l'ordre du jour, mais la mort dans l'âme et après des explications pénibles pour le ministre.

La Chambre, on verra lundi. On commence à s'apercevoir que le rétablissement d'un ministère militaire était une mauvaise opération. Accompli pendant la bagarre du Panama, elle a passé sans protestation, d'autant plus qu'on savait que le général Loizillon avait été désigné par M. de Freycinet lui-même.

Il est vrai qu'un ministre qui s'en va n'aime pas beaucoup laisser à sa place une capacité égale ou supérieure.

Quoi qu'il en soit, on regrette aujourd'hui M. de Freycinet qui avait organisé tous les services avec une admirable méthode, qui avait à la fois l'administration, l'armée et l'opinion dans la main, mais encore le principe même du ministère civil.

On se figure qu'il manque de prestige vis-à-vis des généraux; c'est juste le contraire.

Aucun d'eux ne s'imposant par un talent transcendant, tous se croient aptes aux mêmes titres, et si l'un d'eux est hanté par le ministre il n'en est pas qui ne le trouvent au-dessus de la situation.

Je crois donc qu'à la prochaine crise on y reviendra. De même pour la marine.

Le rapporteur du budget de la marine s'est vu refuser communication du rapport des inspecteurs; il a fallu que la commission interviene; on s'est arrangé, et l'incident ne contribuera pas à augmenter la tendresse de la Chambre pour les ministres «marins», d'autant plus que M. Billeau a laissé les meilleurs souvenirs.

Jamais, sans lui, la campagne du Dahomey n'aurait abouti; jamais la marine livrée à elle-même n'aurait mis ses bâtiments et ses équipages à la disposition d'un terrien comme le général Dodo.

Le conflit entre le gouvernement et le Conseil Municipal s'accroît; d'abord la police. Le Conseil a rompu, comme vous le savez, avec le préfet, auquel il n'envoie même plus l'ordre du jour des séances.

La question va venir à la Chambre; les uns

